



Dr. Olivier Buirette

Du 15 au 16 juillet dernier, le président français Emmanuel Macron s'est rendu en République de Serbie afin de renouer des liens entre la France, mais aussi l'Union européenne (UE), avec ce petit État d'environ huit millions d'habitants.

Le dernier voyage d'un président français dans ce pays remontait à 2001 avec la visite de Jacques Chirac. On sortait alors tout juste de la guerre civile de dissolution de la Yougoslavie de 1990 à 2000 environ dont l'ex-président serbe Slobodan Milošević, associé au Croate Franjo Tuđman, devait être considéré comme l'un des principaux responsables. Le conflit a fait en dix ans plus de 200 000 morts !

On mesure donc toute l'importance de ce voyage du président français alors que nous sortons des commémorations de la fin de la Première Guerre mondiale, durant laquelle le petit royaume de Serbie, du côté des Alliés, déplorera tout de même en pertes civiles et militaires presque 1,3 million de morts sur sa population qui était, en 1914, de 4,5 millions d'habitants. Enfin, plus proche de nous, il y a l'enjeu actuel de l'adhésion de la Serbie à l'UE avec un nouveau leader à la tête du pays, le président Aleksandar Vučić, élu en 2017 à la tête d'une coalition des partis progressistes et socialistes et qui fait régulièrement jouer le jeu des alliances

Juillet 2019 : Le voyage d'Emmanuel Macron en Serbie, vers une relance des relations entre les deux pays ?

en se rapprochant aussi de la Russie ou, plus récemment, des Chinois avec les enjeux liés aux « nouvelles routes de la soie ». On n'oubliera pas non plus le point chaud de la région, à savoir la crise au Kosovo qui n'est pas encore réglée.

Le principal mérite de ce voyage aura donc été de reprendre le dialogue qui s'était dégradé depuis cette rupture régionale que furent les dix années de guerre qui ont mis un terme à l'existence de la Yougoslavie.

En effet, la proximité très forte avec une Serbie qui avait tout sacrifié durant la Grande Guerre et les relations privilégiées qu'entretenait la France avec la Fédération Yougoslave du Maréchal Tito au temps de la guerre froide et de l'entre-deux-guerres avec le Royaume qui lui avait précédé et dont la dynastie au pouvoir était serbe (cf. famille du roi Alexandre 1^{er} Karadorđević), ne pouvaient que nourrir cette grande déception de la République Serbe actuelle considérée encore comme principale fautive de la guerre de dissolution et mise ainsi au ban des nations. Nathalie Loiseau, fraîchement élue députée européenne en mai 2019, ne devait-elle d'ailleurs pas déclarer, en marge de ce voyage présidentiel, que l'UE n'était pas du tout prête à reprendre les négociations d'adhésion ?

Dans un tel contexte, que devait alors faire Emmanuel Macron lors de ces deux jours de visite officielle – et historique – face à son homologue Aleksandar Vučić ? Le point le plus important de cette reprise du dialogue concernera sans doute la situation bloquée au Kosovo, État albanophone autoproclamé et reconnu par une poignée de pays dont les États-Unis, le Canada, l'UE et l'Australie, mais certainement pas par la Russie qui soutient la position de Belgrade sur ce point et demande le maintien du statu quo de cette province du sud de la Serbie, comme dans le cas de la Voïvodine (hongroise avant 1918). Cette question kosovare, dont les pourparlers sont menés par l'UE (la chancelière allemande Angela Merkel ayant accepté de les reprendre le 30 avril dernier), est sans doute aussi la voie qui permettra la reprise des négociations d'adhésion menant vers l'Union.

Nous n'en sommes cependant pas encore là. La France en effet — et cela n'arrange rien — refuse toujours d'extrader Ramush Haradinaj, actuel Premier ministre kosovar accusé par Belgrade de crime de guerre ayant été à la tête d'une unité (les « Aigles noirs ») durant la guerre du Kosovo en 1999, mais aussi d'avoir torturé et assassiné des dizaines de civils serbes dont les corps ont été découverts

près du lac Radonjic, dans la région de Decani. Enfin, autre obstacle que nous avons évoqué plus haut, la Chine inonde la région avec un prêt de 12 milliards de dollars pour lancer son initiative économique des « nouvelles routes la soie », et un tiers de cette somme a été prêté à l'État serbe. La concurrence à une adhésion à l'UE est donc conséquente.

Ce que nous pouvons dire, c'est que le dynamisme en matière de politique étrangère pro-européenne du président Macron aura permis de relancer un dialogue et une amitié historique bien abimée par l'histoire récente de la région. Est-ce que cela suffira pour recréer une dynamique régionale, et ce malgré les lourdes pesanteurs qui œuvrent contre ce scénario optimiste ? La nouvelle commission européenne dirigée par Madame Von der Leyen semble dynamique et motivée. Il ne manque plus dans ce qui serait alors peut-être un début de relance européenne de savoir qui va succéder à Angela Merkel. C'est sans doute là une des questions importantes du second semestre de l'année 2019, car la volonté de relance européenne ne peut pas venir de la France uniquement. Il faudra soit le retour du partenaire allemand ressourcé par l'élection prochaine et/ou que la France soit suivie par les pays qui s'y rallieraient.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

À la mi-août, on pouvait lire à la Une de nombreux journaux : « La déforestation amazonienne s'accélère dangereusement au Brésil ». En effet, en juillet, elle aurait été presque quatre fois supérieure au même mois de 2018. Ainsi, depuis un an, 6 833 km² de la forêt primaire brésilienne ont été déboisés, ce qui équivaut à 65 fois la superficie de la ville de Paris. Face à ces informations alarmantes, le chef de l'État brésilien Jair Bolsonaro parle de mensonges et rétorque : « *le Brésil est à nous et pas à vous !* » Le fait de diriger ce pays donne-t-il le droit de détruire le poumon vert de la planète ? Le cas de l'Amazonie est douloureux, mais malheureusement il n'est pas unique. Les forêts sont massacrées dans de nombreux pays au profit de divers projets de construction. La situation n'est guère différente dans nos villes où le béton avance au détriment des espaces verts. À l'instar de la place Taksim, le centre historique de Dijon est tristement bétonné. Dans le 17^e arrondissement de Paris, un nouveau quar-

Les arbres et jardins

tier a été construit tout autour du pont Cardinet où s'élèvent désormais des immeubles à perte de vue. On ne peut que constater la flagrante disproportion entre le béton et la verdure.



Le manque de logements ou encore la tendance galopante d'ouvrir des centres commerciaux justifient-ils l'envahissement du béton dans notre environnement ? L'avancée du béton est-elle inévitable ? En guise de réponse, j'aimerais évoquer l'exemple du jardin du quartier de Kuzguncuk, à Istanbul. Il y a environ dix ans, un très grand terrain vague se trouvait en plein centre de ce quartier. Les habitants de Kuzguncuk se sont battus pour qu'il ne soit pas vendu et pour qu'il ne soit pas remplacé par un hôtel ou un centre commercial. Aujourd'hui, ce terrain a été transformé en un jardin géré par les habitants et la mairie. C'est difficile de lutter contre l'envahissement du béton, mais cela est nécessaire. L'avenir de notre planète en dépend.

Les sources d'inspiration

Je revois l'arbre devant le bâtiment de la Corderie Royale, au cœur de l'Arsenal

maritime de Rochefort. D'une allure magnifique et rassurante, il se dresse majestueusement dans la cour, symbolisant une force tranquille et verte bien entendu. À Giverny, dans les jardins de Claude Monet, l'un des fondateurs de l'impressionnisme, les saules pleureurs ornent admirablement le bassin de nénuphars. Ces arbres extraordinaires aux branches souples et infléchies vers le sol entourent et protègent les nénuphars, source d'inspiration des *Nymphéas* de Monet, symbolisant ainsi la sérénité.

Au sein de l'Atelier des Lumières à Paris, je suis entourée des fleurs et des arbres peints par Vincent Van Gogh. Entre les iris, les branches fleuries d'amandier, les cyprès, les champs de blé ou de fleurs de Hollande, défilent autour de moi les paysages peints par l'artiste, des plus sombres aux plus ensoleillés. Cette immersion dans les toiles du peintre hollandais a été rendue possible grâce à une exposition numérique d'un nouveau genre, intitulée « Van Gogh, La nuit étoilée ».

Et enfin la maison de Balzac. C'est ici que l'écrivain a passé les dernières années de sa vie, mais surtout c'est dans ce pavillon des coteaux de Passy que Balzac a eu l'inspiration et a rédigé *La Comédie humaine*. L'intérieur de la maison verte est impressionnant, elle est entourée par un petit jardin où l'on peut voir un drapeau rouge flotter. Et, à bien y regarder, on reconnaît finalement le drapeau de l'ambassade de Turquie à Paris qui se trouve juste derrière la maison de Balzac en contre bas.



Je termine mon édito sur l'île de Mar-mara, connue pour ses chênes, symboles de puissance et de pérennité. Cet été, un incendie a ravagé un large territoire de forêt de chênes dans les hauteurs. En arrivant sur l'île, on découvre alors la montagne noircie à la place des nuances de vert des chênes. Un tableau bien désolant. Quelques jours plus tard, les journaux nous apprennent une bien triste nouvelle : un gigantesque feu a démarré dans cinq différentes zones d'Izmir et a ravagé 500 hectares. Face à ce désastre, on parle d'un projet de la mairie de la ville qui prévoit de planter un million d'arbres. Croisons les doigts pour qu'il se réalise.

